



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article52>

Présidentielle 2007

Plus de cent professeur annoncent leur soutien à la CFCD

- Z - Archives - Présidentielle 2007 - La CFCD -



Date de mise en ligne : mardi 13 février 2007

Union des Forces de Progrès

Le mouvement du 03 août 2005, a suscité un immense espoir de voir la Mauritanie enfin entrée de plein pied dans l'ère de la bonne gouvernance, de la démocratie et de l'Etat de droit. Les principales forces politique nationales et les acteurs de la société civile ont unanimement fait bloc avec les nouvelles autorités du pays pour faire face aux multiples pressions exercées par la communauté internationale et le dernier cercle des partisans du régime déchu. Ces pressions avaient le potentiel de mettre le pays dans le collimateur de la communauté internationale et de l'entraîner vers l'instabilité.

En s'engageant de manière volontariste derrière les autorités de la transition, les forces vives du pays avaient certes en tête l'intérêt à court terme du pays, mais elles engageaient aussi un audacieux pari d'avenir, sur la base des intentions explicites des nouvelles autorités et des intérêts nationaux à moyens et long terme.

Les journées de concertations d'octobre 2005 ont constitué un jalon important sur le chemin de l'établissement de la confiance entre les partenaires politiques nationaux.

Le référendum sur les amendements constitutionnels en juin 2006 matérialisait une première forme de consensus national.

Mais l'intrusion flagrante des autorités de transition dans l'issue des élections municipales et législatives, via l'encouragement et l'appui multiforme des listes « indépendantes », a engendré le doute et la suspicion au sein d'une opinion publique nationale, à peine remise des pratiques électorales iniques du régime déchu. L'argument de briser une dangereuse « bipolarité » politique, avancé à l'époque pour justifier cette intrusion, à été battu en brèche par les récentes initiatives des haute autorité de l'état.

En effet, ses autorités ont directement supervisés la remise sur pied du chœur des opportunistes, un chœur dont les agissements avaient justifié le putsch du 03 août 2005 ordonnant à « ses indépendants d'apporter leurs appuis à l'un des candidats en lice pour des engagements maintes fois réitérés, mais elles ont restauré une bipolarité identique à celle qui prévalait sous le régime de l'ex chef de l'état Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya.

- ▶ Considérant les entorses renouvelées au principe de neutralité de l'état et à l'esprit des journées de concertations ;
 - ▶ Considérant l'importance vitale pour la Mauritanie d'opérer une indiscutable alternance pacifique au pouvoir, une alternance ressentie comme telle par tous les citoyens ;
 - ▶ Considérants les risques qu'engendreraient, pour le pays, l'élection d'un candidat sorti du « chapeau » officiel ;
- Nous, signataires engageons la CFCD et au delà tous les démocrates de ce pays : 1. à oeuvrer pour une dynamique unitaire, au profil du candidat de la CFCD le mieux placé, lors des futures élections présidentielles et ce pour empêcher les nostalgiques du régime déchu d'accéder à nouveau au pouvoir ; 2. à entamer un dialogue constructif avec les autorités de transition, en vue de les sensibiliser aux graves risques que font courir au pays des volte-face, les manquement aux engagements pris et l'élection, au forceps, d'un candidat impopulaire.